Conseil Canadien des l'Industrie des Dépanneurs Déçu par l'Annonce sur les Frais d'interchange

Majorité des petites entreprises exclue de la politique

Le 18 mai, 2023, OTTAWA— L'annonce d'aujourd'hui sur les frais de cartes de crédit est une tentative ratée de remédier à un problème majeur auquel sont confrontées les petites entreprises au Canada, y compris nos 23 000 dépanneurs et stations-service locaux.

Malgré des années de belles paroles à l'égard des petites entreprises, le gouvernement fédéral a cédé aux réseaux de cartes de crédit et aux grandes banques qui préfèrent le statu quo. Qu'on ne s'y trompe pas : la grande majorité des petites entreprises seront exclues de cette politique. L'annonce d'aujourd'hui ne change rien au fait que le gouvernement autorise les banques et les sociétés de cartes de crédit à forcer les détaillants à payer pour leurs programmes de fidélisation par carte de crédit.

Les frais de cartes de crédit représentent le deuxième coût le plus élevé pour les dépanneurs, après les salaires. Même une entreprise admissible ne verra qu'une réduction maximale de 1 000 $ de son bénéfice net. Ce n'est pas du tout l'allègement qu'on nous avait promis.

Ce système ne profite qu'aux microentreprises et nos magasins ne sont pas traités différemment des grandes entreprises comme Wal-Mart, ou Costco.

Cette approche pénalise également nos entreprises locales en raison de leur rôle de collecteur d'impôts pour le gouvernement. 42 % des revenus des dépanneurs proviennent uniquement des taxes ; comme les dépanneurs vendent des produits fortement taxés comme l'essence, le tabac et l'alcool, nous sommes encore plus pénalisés par cette approche à courte vue.

Alors que trois dépanneurs ferment leurs portes chaque jour dans ce pays, le gouvernement peut et doit faire mieux dans ce domaine. Nous demandons à la ministre Freeland et au Premier ministre Trudeau de tenir leur promesse et d'introduire immédiatement des mesures tangibles pour corriger les frais punitifs des cartes de crédit.

Alors que les banques et les sociétés de réseaux de crédit continueront d'afficher des bénéfices records, les dépanneurs et les stations-service du Canada continueront de payer des millions de dollars pour être des collecteurs d'impôts pour le gouvernement, sans aucun retour.

Pour toute demande médiatique veuillez contactez :
Jeff Brownlee
Vice-président des communications et des relations avec les intervenants
Conseil Canadien des l'Industrie des Dépanneurs (CCID)
(613) 795-7454
jbrownlee@industriedepanneurs.ca